



DE VIVE VOIX

Mars 2021

Liberté académique. Liberté.

Par Étienne Gendron, professeur en histoire

Le mot est lourd de signification, pesant. Il invite à prendre tout débat qui l'entoure au sérieux, sous peine de plaider pour l'enchaînement d'autrui. Depuis plusieurs mois, il est sur toutes les lèvres et nourrit les inquiétudes de centaines d'enseignants qui craignent de voir leur profession muselée, son exercice policé, chaque parole soupesée face au tribunal invisible de la rectitude politique. Bref : la question est présentée comme une question de principe, l'opposition entre un paradigme «woke» menant à l'autocensure, ou à celui d'une société démocratique et libérale dévouée au libre-échange des idées.

On pardonnera je l'espère à l'auteur d'avoir bâti un homme de paille facile à abattre : il semble que lorsque la liberté académique est concernée ce genre de pratique est de mise. Mais je tiens à rassurer le lecteur, mon ambition est d'abord de nuancer, et non de défendre servilement une posture dans un débat qui, à mon sens, a perdu quelque chose d'essentiel : de la perspective. Et rien n'est plus périlleux dans une prise de position que de le faire à chaud sans considérer qu'il faut, une fois la poussière retombée, vivre les uns avec les autres.

Sur la question de la liberté académique, deux problèmes retiennent mon attention.

D'une part, il y a confusion entre la forme et le fond, et on amalgame bien vite l'un et l'autre pour condamner l'ensemble. Cette confusion est compréhensible puisque la querelle autour de la liberté académique n'a pas lieu dans un climat politique serein ou neutre. Des principes comme la liberté d'expression, la justice sociale ou l'identité ont été cooptés, instrumentalisés et utilisés comme armes. Le fossé entre la «droite» et la «gauche» s'est creusé jusqu'à atteindre un point de rupture. Nous ne sommes pas en mal de politiciens, de chroniqueurs et de faiseurs d'opinions dont les couleurs sont bien connues qui «choisissent» leur camp et condamnent implacablement l'adversaire en lui prêtant les intentions les plus sinistres. Se positionner sur cette question donne parfois le sentiment de se retrouver engagé politiquement bien au-delà des enjeux concrets qui ont initié toute cette controverse.

Quel est, au fond, le véritable enjeu ? Celui de la forme. Militer pour l'égalité entre tous les genres ou contre la discrimination n'est en rien la racine du mal, ni le fait d'être «woke». Ce sont plutôt des choses comme le harcèlement en ligne, les condamnations vitrioliques et l'intransigeance, qui ne sont en rien exclusives ou même caractéristiques des mouvements luttant sincèrement pour la justice sociale. Ce sont aussi le manque de solidarité institutionnelle avec les enseignants et le clientélisme qui poussent recteurs et directions à agir sur le coup de la crainte de façon cavalière. Ce qui doit être condamné, ce ne sont pas les appels à mettre un terme à la discrimination systémique ou à être plus inclusifs, mais bien certains comportements condamnables et nocifs. Il faut ouvrir le

dialogue, tout en sachant intervenir lorsque des bornes sont dépassées. Retrouver le droit essentiel de discuter.

Mais d'autre part, les dialogues de sourds existent. Il ne sert à rien de plaider pour un «débat ouvert» si l'on part du postulat que nos propres conceptions ne méritent pas un réexamen sérieux. Lorsqu'on lit suffisamment de billets et de chroniques sur la liberté académique, on finit par avoir l'impression que les enseignants se battent pour défendre le droit de transmettre des savoirs essentiels, et que le climat actuel rend cette démarche impossible. Comme si les cursus offerts à nos étudiants, et qui furent jadis le cœur de nos propres formations, faisaient consensus d'emblée. Devons-nous être si confiants en la valeur intrinsèque de tout ce que nous enseignons ? Est-il possible que nous transmettions, sans le vouloir, des constructions dont nous avons hérité sans toujours les questionner davantage ? En adoptant une posture défensive, nous plaçons nos esprits en état de siège, et nous «jetons le bébé avec l'eau du bain», en bon québécois. Derrière la maladresse, voire l'hypersensibilité de certains étudiants, il y a parfois des préoccupations légitimes, qui n'ont rien à envier à celles qui faisaient bouillir les campus dans les années 60 et 70. Sans céder à des appels à la censure ou à des condamnations pures et simples, ayant à tout le moins la maturité de discuter réellement entre nous, en département ou ailleurs, de nos contenus sans engager nos égos dans la démarche.

Enseigner est une aspiration qui ne doit pas s'accommoder de la sclérose de la pensée, au risque de nous transformer en transmetteurs serviles d'une scolastique universitaire censée faire office de stature intellectuelle. Par le simple acte d'enseigner et de préparer de nouveaux cours, je découvre chaque année que ma formation disciplinaire ou ma compréhension de celle-ci laissaient bien des choses dans l'ombre. Il est de ces concepts que nous continuons à transmettre puisqu'ils sont prescrits, mais que nous nous voyons forcés de nuancer de vive voix. Celui d'«Occident» en histoire, plus politiquement chargé que jamais, en est un bon exemple. Ne nous sentons pas obligés de défendre bec et ongles nos vieilles préparations, sans quoi nous sommes condamnés à devenir les gardiens d'un statu quo qui, à bien des égards, ne mérite pas une telle dévotion sous prétexte qu'il nous est familier.

Ainsi, soyons unis pour défendre la civilité, l'échange et l'exercice de notre liberté académique dans le respect. Mais soyons critiques de nos pratiques, et concédons que cette liberté ne sera jamais absolue. Avant d'être un droit, elle est une responsabilité à double tranchant : le devoir de parler de choses parfois difficiles, mais aussi de procéder à un examen sincère et lucide de ce que nous transmettons, et des moyens que nous utilisons pour y parvenir.